

L'ALGÉRIE ET LE CONFLIT LIBYEN

La diplomatie des démentis

Alain Juppé a rapporté, hier, les détails d'une conversation téléphonique avec Mourad Medelci. Ce dernier aurait «assuré» à son homologue français que l'Algérie n'a pas fourni de «véhicules armés» au colonel Kadhafi.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Après avoir été accusée de mercenariat, l'Algérie se trouve aujourd'hui obligée de se justifier. «J'ai eu un entretien très cordial avec mon homologue. Je lui ai dit : voilà, il y a des informations qui circulent selon lesquelles Kadhafi aurait reçu plusieurs centaines de véhicules armés et transportant des munitions en provenance d'Algérie. Je lui ai posé la question et il m'a assuré que (...) ce n'était pas vrai», a déclaré, hier, le ministre des Affaires étrangères français.

Les propos d'Alain Juppé, tenus à l'occasion d'une rencontre avec des journalistes membres de l'Association diplomatique, ont été rapportés par l'Agence France Presse. Une déclaration, formulée sur un ton paternaliste, qui sonne comme un rappel à l'ordre. Reste que la sortie du chef de la diplomatie française est des plus intrigantes. Juppé interpelle Medelci en se basant sur «des informations qui circulent».

La France, puissance impliquée directement dans le conflit interne en Libye, dispose de moyens technologiques très avancés pour surveiller les mouvements entre les deux pays. «Plusieurs centaines de véhicules armés et transportant des munitions» ne peuvent passer inaperçus dans une zone désertique. Ils sont facilement détectables par la constellation de satellites et de drones français et alliés qui balayent en continu cette région du Maghreb.

La question serait plutôt de savoir pourquoi Alain Juppé a rendu publics les détails d'une conversation dont la teneur est censée être confidentielle. Un principe appliqué par Alger qui s'est tout juste contenté d'annoncer l'entretien téléphonique entre les deux ministres via l'Agence Presse Service.

Face à ce nouveau camouflet, il est fort à parier que Medelci réagisse en... démentant. Il s'avère que depuis quelques semaines, le démenti est devenu



Photo : Samir Sid.

la grande spécialité de la diplomatie algérienne.

«Le ministère des Affaires étrangères dément, de la manière la plus catégorique, les allégations mensongères colportées par certains sites électroniques ainsi que par certaines chaînes de télé-

vision satellitaires sur une prétendue utilisation d'avions militaires algériens pour transporter des mercenaires en Libye», ont indiqué les services du ministère des Affaires étrangères en réponse à une information faisant état de pilotes biélorusses qui se sont

introduits en Libye via l'Algérie.

Quelques jours plus tard, les rebelles libyens affirment avoir capturé des «mercenaires algériens». Alger répond une nouvelle fois par un démenti : «Le ministère des Affaires étrangères tient à démentir de la manière la plus catégorique et la plus ferme possible une quelconque implication de l'Algérie dans cette prétendue opération de mercenariat.»

Et en se justifiant face aux interpellations de son homologue français, Mourad Medelci a démontré que son département est incapable de prendre toute initiative. Le ministre le reconnaîtra formellement lors d'une conférence de presse. Il tiendra les propos suivants à une question sur la position frileuse de l'Algérie depuis le début de la crise en Libye : «Notre intelligence diplomatique est relative, nous dépendons de l'Union africaine dont nous soutenons la médiation en Libye.»

Censée faire partie des leaders des pays membres de l'Union africaine, l'Algérie semble se complaire dans son rôle d'observateur.

T. H.

DERNIERS ATTENTATS TERRORISTES
ET LES ARMES EN CIRCULATION EN LIBYE

Belkhadem parle d'un «lien certain»

Nos frontières avec la Libye sont-elles suffisamment sécurisées pour que les armes en circulation dans ce pays voisin englué dans un conflit armé interne ne pénètrent pas chez nous ? A en croire le secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem, nos frontières ne seraient pas si étanches que cela, puisque, selon lui, les derniers attentats terroristes enregistrés dans le pays ont un lien certain avec la circulation des armes en Libye.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Par lien «certain», le secrétaire général du FLN, invité hier matin de la rédaction de la Chaîne III, entendait rien moins qu'une entrée d'armes depuis la Libye.

«L'instabilité politique en Libye est doublée d'une circulation des armes. Personne ne sait où vont ces armes. A partir du moment où les armes circulent sans contrôle, il est normal qu'elles soient utilisées par n'importe qui», a affirmé Belkhadem. Une affirmation qui, donc, n'exclut pas que ces armes

en circulation aient pu atterrir entre les mains d'Aqmi, auteur le week end dernier d'attentats meurtriers à Azazga dans la wilaya de Tizi-Ouzou et Ammal dans la wilaya de Boumerdès.

Le secrétaire général du FLN, qui par son propos, prend le risque de s'inscrire en faux avec des membres du gouvernement qui avaient eu à rassurer quant à la sécurisation des frontières, a profité, par ailleurs, de la question posée pour démentir l'accusation portée à l'encontre de l'Etat algérien relativement à l'envoi de



Photo : Samir Sid.

mercenaires pour épauler les forces du colonel Kadhafi. «Pour

avoir mené une révolution populaire et payé un lourd tribut pour recouvrer son indépendance, l'Algérie ne peut s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays tiers et n'accepte pas qu'on s'ingère dans ses affaires. Nous sommes chatouilleux sur notre souveraineté.»

Interrogé sur les questions qui font débat depuis plusieurs mois, le secrétaire général du FLN s'est affiché, une fois de plus, partisan du statu quo.

Ainsi, il s'est déclaré partisan du système ultra-présidentiel, même s'il s'est efforcé à admettre que le système parlementaire est davantage garant de la démocratie. Selon lui, le système parlementaire ne peut être dans la révision constitutionnelle annoncée du fait que la sociologie de l'électeur algérien ne s'y prête pas encore. Autrement dit, pour

Belkhadem, l'Algérien est sevré de culture parlementaire.

S'agissant de la loi électorale, il a estimé qu'il vaut mieux maintenir la proportionnelle comme mode de scrutin tout en variant quelques mécanismes, relativement notamment à la constitution des exécutifs communaux.

De même que la révision de la loi sur les partis politiques doit aller dans le sens de réduire la jonction entre l'argent et le pouvoir. En revanche, il n'aimerait pas qu'elle interdise des partis constitués sur des référents religieux. «Des partis avec les référents religieux existent déjà sur la scène politique nationale», a-t-il dit.

Belkhadem, enfin, a considéré prématurée l'ouverture des médias audiovisuels à l'investissement privé.

S. A. I.

PRÉTEXTANT LES RISQUES D'ENLÈVEMENT

Paris «déconseille» le Sud algérien aux Français

Paris recommande aux Français «d'éviter» le sud de l'Algérie en raison «des menaces actuelles dans la zone sahélienne», a déclaré hier le ministère français des Affaires étrangères peu après une alerte mettant en garde contre des enlèvements au Mali et au Niger. «En raison des menaces actuelles dans la zone sahélienne, il est recommandé aux Français résidents ou de passage d'éviter tout déplacement dans les régions de Djanet et de Tamanrasset, même dans le cadre de circuits organisés par des agences agréées», souligne le ministère sur son site internet à la rubrique «Conseils aux voyageurs».

Djanet se situe au sud-est de l'Algérie non loin de la Libye et du Niger, Tamanrasset au sud, près du Mali et du Niger. Pour tenir compte de la récente

alerte émise sur le risque d'enlèvements, le ministère souligne par ailleurs à propos du Niger que plus «aucun endroit ne peut désormais être considéré comme sûr» dans ce pays.

Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), qui opère dans plusieurs pays de la zone du désert sahélo-saharien, retient en otages quatre Français qui faisaient partie d'un groupe de sept personnes enlevées le 16 septembre 2010 à Arlit, un site d'extraction d'uranium dans le nord du Niger du groupe nucléaire français Areva. Le 24 février, trois des otages — une Française, un Togolais et un Malgache — avaient été relâchés près du point de jonction des frontières de l'Algérie, du Mali et du Niger.